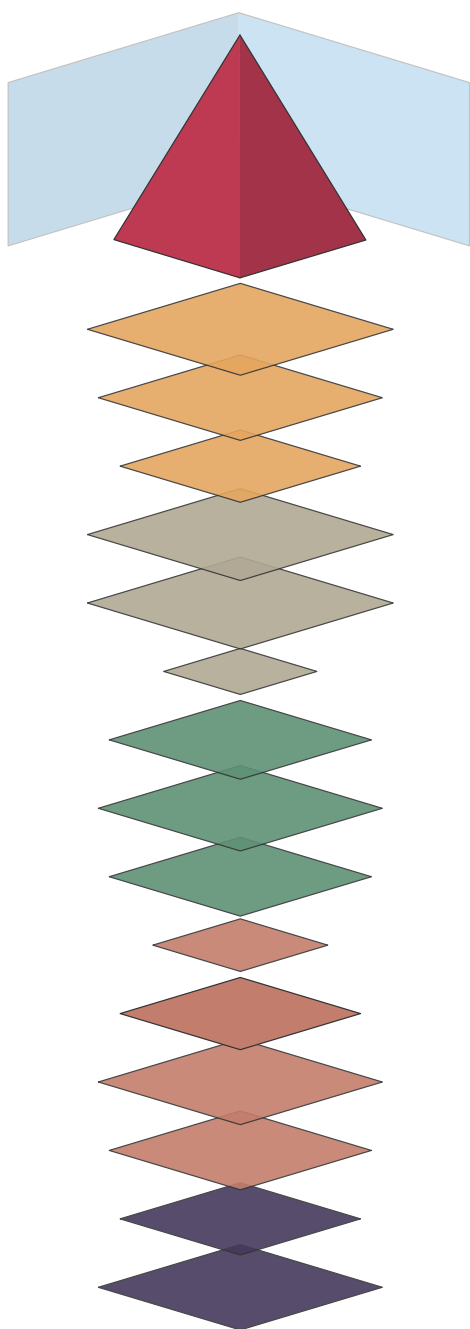




CÔTE D'IVOIRE



6,02

SCORE DE CRIMINALITÉ

48^e sur 193 pays

14^e sur 54 pays africains

2^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS

5,93

TRAITE DES PERSONNES 7,00

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 6,50

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION 5,50

TRAFIC D'ARMES 7,00

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 7,00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 3,50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 6,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 6,50

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES 6,00

COMMERCE D'HÉROÏNE 4,00

COMMERCE DE COCAÏNE 5,50

COMMERCE DE CANNABIS 6,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 6,00

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 5,50

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 6,50



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

6,10

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 3,50

RÉSEAUX CRIMINELS 7,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 7,50

ACTEURS ÉTRANGERS 7,50

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 5,00



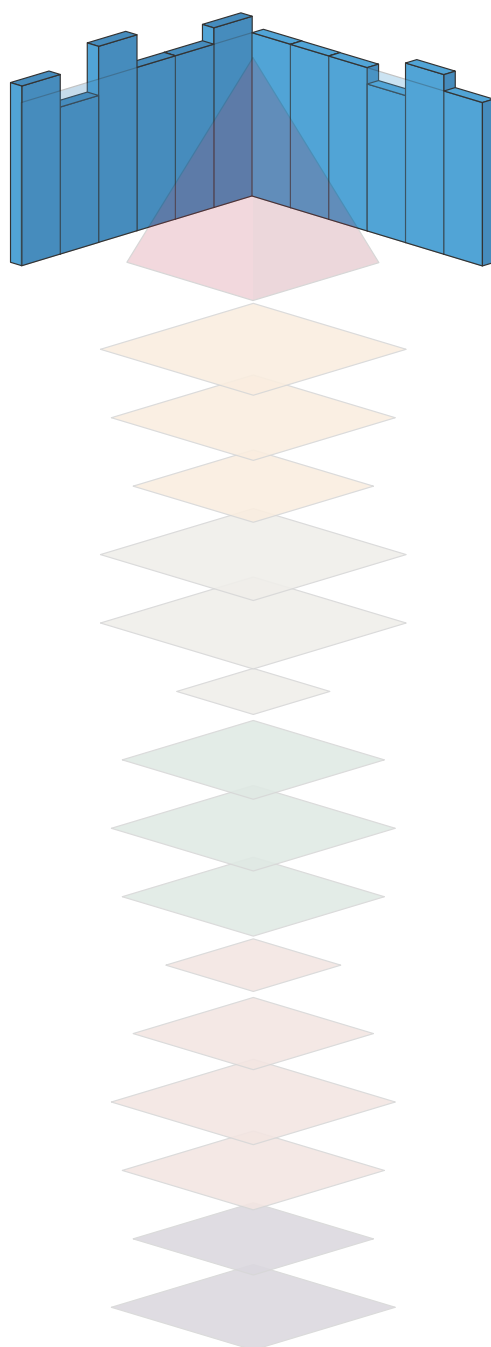
5,13

SCORE DE RÉSILIENCE





CÔTE D'IVOIRE



5,13

SCORE DE RÉSILIENCE

84^e sur 193 pays

12^e sur 54 pays africains

6^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	5,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	4,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	6,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	5,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	5,00
FORCES DE L'ORDRE	5,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	5,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	5,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	5,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	4,50
PREVENCIÓN	5,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	5,00



6,02

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS 5,93



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 6,10



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La traite des personnes reste un problème important en Côte d'Ivoire, le pays servant de source, de point de transit et de destination pour le travail forcé et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Les victimes, tant nationales qu'étrangères, sont exploitées dans le pays et à l'étranger. Dans la capitale économique, Abidjan, des ressortissants nigériens jouent un rôle important dans les dynamiques du trafic. Le trafic interne est plus répandu, les victimes étant principalement transportées des régions du nord vers le sud économiquement prospère. Si la traite des enfants, en particulier dans l'industrie du cacao, est largement signalée, la traite des adultes pourrait être sous-estimée en raison de l'accent mis sur les crimes à l'encontre des enfants. La Côte d'Ivoire est également confrontée à des défis dans la lutte contre la traite en provenance d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Des garçons, en particulier du Burkina Faso, sont engagés de force dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que l'agriculture, l'exploitation minière, la construction, la menuiserie et la mendicité en Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire est considérée comme un pays d'origine pour les personnes se déplaçant de l'Afrique vers l'Europe et qui utilisent principalement la route de la Méditerranée centrale et la route maritime vers les îles Canaries à partir de points de départ au Sénégal et au Maroc. Si de nombreux migrants et réfugiés voyagent de manière indépendante dans la région de la CEDEAO, la plupart d'entre eux louent ensuite les services de passeurs pour les trajets maritimes ou pour traverser l'Algérie ou la Libye par voie terrestre, en fonction de l'itinéraire emprunté.

Le racket d'extorsion et le chantage à la protection sont des problèmes majeurs, qui entraînent des pertes économiques importantes et contribuent à l'insécurité. L'augmentation des vols à main armée, des braquages sur les routes et des enlèvements dans la région du Bounkani est attribuée par des éléments des forces de l'ordre à la présence croissante d'extrémistes violents, bien que le niveau de l'implication des acteurs extrémistes dans le fonctionnement des marchés criminels de la région reste incertain. Le racket de protection est également répandu dans les villes, impliquant le secteur de la sécurité privée et occasionnellement la participation des chasseurs traditionnels (Dozo).

COMMERCE

La Côte d'Ivoire est l'un des pays d'Afrique de l'Ouest où le nombre d'armes en circulation est le plus élevé. La zone des trois frontières avec le Burkina Faso et le Mali

constitue une plaque tournante cruciale pour le commerce et le transit, reliant le golfe de Guinée, le Sahara, le Sahel et la Méditerranée. Si l'amélioration de la stabilité dans la zone des trois frontières avec la Guinée et le Libéria a permis de réduire le volume du trafic d'armes, ce commerce reste actif. Des forces gouvernementales ont également été impliquées dans le trafic d'armes, des responsables de la sécurité étant connus pour louer leurs armes à des utilisateurs non autorisés et faciliter les mouvements transfrontaliers d'armes.

Le marché des produits de contrefaçon en Côte d'Ivoire est un problème important qui couvre divers secteurs tels que les produits alimentaires, électroniques et pharmaceutiques. Certains produits de contrefaçon sont introduits dans le pays par des voies clandestines, tandis que d'autres sont produits localement. On estime que plus des trois quarts des produits importés et en circulation sont des contrefaçons. La production de produits de contrefaçon est particulièrement importante dans des zones comme Adjamé et Treichville à Abidjan, où les médicaments contrefaits sont très répandus. Des réseaux bien organisés, composés principalement de ressortissants guinéens et ivoiriens, facilitent ce commerce, la ville de Man servant de point de transit. La pandémie de COVID-19 a exacerbé ce problème, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo devenant des points d'entrée clés pour d'importants volumes de produits de contrefaçon destinés aux marchés ouest-africains du Ghana et du Nigéria.

Le commerce illicite des biens de consommation soumis à accise, y compris le tabac, l'alcool et les voitures volées, est de plus en plus préoccupant. Bien que l'on manque de données précises, on estime que les produits du tabac illicites et contrefaits représentent environ un dixième des ventes totales de cigarettes. Le mauvais conditionnement et suivi dans la chaîne d'approvisionnement en tabac en Afrique de l'Ouest a contribué à la vente de cigarettes sans les droits d'accise appropriés et sur des marchés illégaux. Bien que la Côte d'Ivoire ne soit pas considérée comme un pays source de tabac illicite, elle reçoit probablement la plupart de ces produits du Mali, où le commerce illégal du tabac est opéré par des réseaux djihadistes, ce qui constitue une menace pour la sécurité régionale. Des voitures volées sont également introduites en contrebande en Côte d'Ivoire par le port d'Abidjan, principalement en provenance de pays européens.

ENVIRONNEMENT

La criminalité liée à la flore en Côte d'Ivoire a eu un impact significatif sur les forêts du pays, qui sont partagées avec les nations voisines d'Afrique de l'Ouest. Au cours des six dernières décennies, l'exploitation illégale des forêts a épuisé la quasi-totalité des ressources forestières du pays.

Le taux alarmant de déforestation est principalement dû aux activités agricoles, en particulier à la production de cacao. Ces opérations d'exploitation forestière illégale sont bien organisées et impliquent des financiers, des coordinateurs et des réseaux criminels obscurs, parfois protégés par des fonctionnaires corrompus, afin de faciliter l'exploitation, le transport et la vente de bois illégal.

La Côte d'Ivoire est à la fois une source et un point de transit pour les écailles de pangolin, dont la vente est identifiée comme le commerce d'espèces sauvages le plus répandu dans le pays. Bien que les écailles de pangolin proviennent de divers pays de la région, tels que le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Nigéria, le Libéria et le Ghana, il existe des indications de changements récents dans les itinéraires de trafic.

Le commerce illégal de singes, d'ivoire et d'oiseaux contribue également au rôle émergent de la Côte d'Ivoire en tant qu'État de transit important pour le trafic de faune, impliquant des familles guinéennes avec des réseaux panafricains et des intermédiaires du Burkina Faso et du Mali. Le marché local dans le pays a une valeur non négligeable, les écailles de pangolin étant vendues à des intermédiaires locaux et à des acheteurs vietnamiens et chinois, tandis que les bébés chimpanzés du Libéria sont envoyés à Abidjan pour être vendus localement ou exportés. Le trafic d'espèces sauvages dans le pays serait également facilité par des fonctionnaires corrompus. Des quantités limitées d'ivoire sont passées en contrebande à la frontière libérienne. Les espèces locales telles que les girafes, les éléphants, les antilopes rouannes et les buffles sont également confrontées à des menaces importantes.

La Côte d'Ivoire est l'un des plus grands producteurs d'or d'Afrique. Comme dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, l'obtention d'un permis pour l'exploitation artisanale de l'or est un processus complexe. Par conséquent, des dizaines de milliers de mineurs artisanaux sans licence opèrent dans le pays. Les dommages environnementaux causés par l'exploitation minière illégale sont aggravés par des problèmes tels que l'utilisation de produits chimiques interdits comme le cyanure et le mercure. L'impact économique est également important, les pays d'Afrique de l'Ouest perdant des sommes considérables à cause de la production informelle artisanale et à petite échelle de l'or. On craint de plus en plus que des groupes extrémistes violents basés dans le sud du Burkina Faso ne soient impliqués dans le préfinancement d'opérations d'extraction d'or dans le nord du pays, en particulier dans le parc national de la Comoé.

DROGUES

La Côte d'Ivoire est un pays de transit important pour le commerce de cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe. La cocaïne est introduite clandestinement à Abidjan par l'intermédiaire du vaste littoral du pays, puis exportée vers les marchés européens. Les trafiquants utilisent

diverses méthodes, notamment le déchargement de la drogue à partir de bateaux de pêche opérant dans les eaux internationales, et le trafic de cocaïne à destination du pays dans des conteneurs, via les principaux ports maritimes. La Côte d'Ivoire est considérée comme un bastion important de la 'Ndrangheta, l'organisation mafieuse italienne qui influence une part importante des flux de cocaïne vers l'Europe, en Afrique de l'Ouest.

La Côte d'Ivoire est, avec le Sénégal et le Ghana, l'un des principaux producteurs de cannabis en Afrique de l'Ouest. Les plants de cannabis sont souvent cachés dans les rizières, car leur culture procure des avantages considérables à de nombreux agriculteurs du pays. La consommation, la vente, le stockage, le transport et l'exportation de cette drogue se sont développés et incluent l'exportation de résine de cannabis vers les pays voisins. Le cannabis, tout comme le crack et l'héroïne, est largement disponible dans des fumoirs informels d'Abidjan. La Côte d'Ivoire n'est actuellement pas un point de transbordement important pour l'héroïne. L'héroïne est acheminée par voie aérienne ou maritime depuis des pays lointains tels que le Pakistan, le Liban et des pays d'Amérique latine, avec l'intention de la réexporter vers les États-Unis ou l'Europe.

La détection et la saisie des drogues de synthèse posent des problèmes considérables aux forces de l'ordre, ce qui entraîne une forte probabilité de sous-déclaration. La consommation de Tramadol, dont une partie est importée du Nigéria, est relativement répandue et serait en augmentation. Des saisies régulières, en petites quantités, d'amphétamines, en particulier de méthamphétamines, ont lieu à l'aéroport d'Abidjan, principalement à destination de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

L'accès accru aux technologies de l'information et de la communication a entraîné une augmentation de la cybercriminalité en Côte d'Ivoire. Si les avancées technologiques ont profité à la population, le retard des cadres réglementaires a créé un environnement favorable pour les cybercriminels. Les plaintes concernant la cybercriminalité ont atteint un niveau record dans la région et le pays est considéré comme accueillant pour ces criminels. A Abidjan, les cybercriminels, appelés « brouteurs » en argot ivoirien, opèrent à partir de cybercafés situés dans des communes telles que Port-Bouët, Marcory, Koumassi, Treichville et Yopougon, souvent avec la complicité de certains gérants de café. La pandémie du COVID-19 et son impact économique sur l'Afrique ont entraîné une augmentation des activités cybercriminelles dans le pays, notamment des cyberattaques sur les plateformes bancaires en ligne.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière, y compris la fraude fiscale et le détournement de fonds publics, est très répandue. Diverses formes de criminalité financière, telles que la fraude aux chèques et aux cartes de crédit, la fraude hypothécaire et la fraude d'entreprise, contribuent à l'acquisition illicite de biens et de richesses. La transformation numérique de l'Afrique a ouvert de nouvelles opportunités aux cybercriminels, entraînant des menaces importantes en matière d'escroqueries en ligne et de fraude bancaire. Ces dernières années, plusieurs personnes, dont des personnalités politiques et militaires de premier plan, ont été condamnées pour détournement de fonds et corruption. Toutefois, les motifs politiques sous-jacents à ces condamnations ne sont pas clairs, ce qui suscite des inquiétudes quant à la politisation des affaires de détournement de fonds. Des entreprises privées sont également impliquées dans des malversations financières, telles que le détournement d'actifs de l'État et la fraude fiscale. Certaines d'entre elles ont été poursuivies en justice et se sont vu infliger des amendes importantes pour de tels actes.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les acteurs étrangers jouent un rôle important sur les marchés criminels de Côte d'Ivoire, particulièrement en facilitant les activités transfrontalières et le trafic de matières premières telles que le cacao, l'or et le bois dans la région du Sahel, en particulier vers le Mali et le Burkina Faso. La mafia italienne (en particulier la 'Ndrangheta), les groupes libanais, ghanéens et nigériens sont très présents dans le pays. Leur implication s'étend aux transferts d'argent, au trafic de marchandises et à la création de réseaux permettant aux acteurs ivoiriens d'accéder à d'autres marchés pour leurs activités illicites. Le secteur de l'exploitation minière artisanale, la pêche et l'exploitation des licences de pêche ainsi que le commerce de cocaïne sont des domaines cruciaux dans lesquels leur influence est évidente.

Les acteurs intégrés à l'État sont identifiés comme les principaux catalyseurs de la corruption et de la criminalité financière, perpétuant des pratiques illicites dans divers

secteurs. La corruption constitue un obstacle important à l'investissement, avec un impact particulier sur les procédures judiciaires, l'attribution des contrats, les douanes et la fiscalité. Les entreprises sont confrontées à des cas de corruption à tous les niveaux de la fonction publique et des rapports indiquent que des pots-de-vin influencent dans certains cas les décisions judiciaires. La Côte d'Ivoire est également confrontée au problème persistant du racket d'extorsion et du chantage à la protection par les forces de sécurité aux points de contrôle, ce qui engendre des griefs importants entre les communautés et l'État.

Les réseaux criminels ivoiriens opèrent dans les États d'Afrique de l'Ouest, jusqu'en Tunisie, et se livrent à diverses activités illicites. Ces activités comprennent la traite des personnes, l'exploitation minière artisanale, le trafic de stupéfiants, la criminalité liée aux espèces sauvages telle que le trafic de défenses d'éléphants, la contrebande d'armes, le blanchiment d'argent et le commerce illégal de cigarettes et de carburant. Les gangs locaux, y compris les groupes d'adolescents, opèrent en petits groupes et sont impliqués dans des vols à main armée. Selon certaines allégations, les politiciens utilisent ces groupes pour perturber les rassemblements adverses ou intimider les figures de l'opposition pendant les élections.

Les syndicats qui gèrent les entreprises de transport public/de masse ressemblent à des groupes de type mafieux. Malgré leur apparente légitimité, certains de leurs dirigeants sont à la tête de grandes organisations criminelles fortement impliquées dans les marchés illicites, y compris le trafic de drogue. Ces organisations comptent souvent un nombre important de membres, appelés « gnambros » et « microbes ».

Bien que l'on ne connaisse pas l'ampleur de l'impact qu'a la criminalité sur le secteur privé en Côte d'Ivoire, il est probable qu'elle affecte le développement des activités économiques. En outre, les acteurs du secteur privé sont également connus pour être impliqués dans certaines activités criminelles dans le pays, en particulier la criminalité financière sous la forme de fraude fiscale et de détournement de fonds.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Les dernières élections en Côte d'Ivoire, en 2020, ont été marquées par une violence électorale généralisée, déclenchée en partie par la tentative controversée et réussie du président actuel Alassane Ouattara de briguer

un troisième mandat. Depuis lors, si la gouvernance s'est améliorée, des défis persistent dans des domaines tels que la recherche d'un consensus politique, la réconciliation et la sécurité. Le retard du développement socio-économique dans le nord du pays alimente le sentiment de marginalisation dans la région et les tensions intrarégionales.

La perception généralisée de corruption à différents niveaux de l'État continue d'alimenter les griefs. Les efforts de lutte contre la corruption se poursuivent depuis près d'une décennie, avec la création d'institutions de haut niveau et d'unités spécialisées. Toutefois, le public reste sceptique quant à l'engagement du gouvernement à s'attaquer efficacement au problème. Des inquiétudes persistent quant à la corruption au sein d'institutions publiques clés telles que la police et le système judiciaire. Bien que le gouvernement ait numérisé ses systèmes pour améliorer la transparence et la responsabilité, la mise en œuvre et l'efficacité de cette initiative n'ont pas encore été entièrement déterminées.

La Côte d'Ivoire a activement poursuivi et entretenu une série de partenariats internationaux. Le pays a ratifié de nombreux instruments internationaux, notamment le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Il a participé à des opérations conjointes avec d'autres pays et organisations internationales pour lutter contre les crimes transnationaux, tels que la traite des personnes et le trafic d'êtres humains.

La Côte d'Ivoire entretient des relations positives avec de nombreuses organisations donatrices occidentales. Le pays a également noué d'importants partenariats commerciaux et d'investissement avec un large éventail de pays, dont la Chine, et figure parmi les économies d'Afrique de l'Ouest qui croissent le plus vite. Le pays dispose d'un cadre juridique large et bien défini. Cependant, sa mise en œuvre est parfois problématique, en particulier dans le système judiciaire civil. Un grand nombre d'affaires en retard et un bilan médiocre en matière de poursuites judiciaires ont quelque peu entravé les progrès. La volonté politique et l'application effective de certains éléments du cadre juridique existant restent un défi.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Des défis importants entravent le fonctionnement efficace du système judiciaire en Côte d'Ivoire. Quelques améliorations limitées ont été apportées, telles que l'introduction de panels de trois juges pour certaines affaires et des efforts pour accélérer les décisions de justice. Les organisations internationales et les gouvernements étrangers ont soutenu la mise en place de structures juridiques et institutionnelles pour lutter contre la criminalité organisée, mais l'application des lois existantes et le renforcement de l'intégrité judiciaire restent des sujets de préoccupation. Bien que le pouvoir judiciaire soit institutionnellement séparé, il est sensible aux interférences de l'exécutif, manque de ressources et souffre de la corruption. Les fonctionnaires corrompus au sein du système pénitentiaire se livrent à la corruption ou à l'intimidation pour faciliter la libération des prisonniers, y compris ceux qui sont liés à la criminalité organisée. Le système pénitentiaire ivoirien est gravement surpeuplé.

La police nationale est chargée de l'application de la loi, du maintien de la sécurité publique, de la protection des libertés, de la sûreté de l'État et de la coordination des activités de police. La Direction générale de la police judiciaire est chargée de lutter contre les crimes graves, y compris les crimes économiques et financiers et le trafic d'enfants et de stupéfiants. L'unité de lutte contre la criminalité transnationale est également chargée d'enquêter sur les formes graves de criminalité organisée. Le financement et les ressources limités des forces de l'ordre créent des lacunes dans la lutte contre les activités criminelles. La corruption dans les rangs de la police est également un obstacle, avec des niveaux élevés d'extorsion dans les zones rurales et de pots-de-vin généralisés au cours du processus de recrutement rapportés. Le public n'a guère confiance dans l'efficacité des forces de l'ordre dans le pays.

Bien que la guerre civile ait pris fin il y a près de dix ans, le pays connaît encore des poches d'instabilité et des risques de violence. Le gouvernement a renforcé la surveillance militaire à la frontière nord en réponse aux attaques de groupes extrémistes violents du Sahel. Cette mesure a permis de mettre un terme temporaire aux attaques, mais la menace persiste car ces groupes pourraient utiliser les frontières entre le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire comme zone de repli. L'instabilité et l'effondrement de la sécurité et de la politique au Burkina Faso pourraient mettre à rude épreuve le système de sécurité ivoirien. La situation à la frontière libérienne, qui a été dangereuse pendant des années, semble s'être stabilisée.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Bien que la Côte d'Ivoire ait mis en place un cadre juridique et des structures institutionnelles pour lutter contre le blanchiment d'argent, l'application pratique de la loi reste un défi important. Les lacunes du cadre juridique et des mesures prises entraînent des risques élevés de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Bien qu'il existe des mesures juridiques en place, telles que le renvoi des auteurs présumés devant les tribunaux et l'ouverture d'enquêtes, la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent est souvent liée à des questions politiques. Les secteurs de l'immobilier, de la construction et de l'agriculture sont identifiés comme des contributeurs majeurs à ces crimes. La présence de casinos illégaux et non supervisés présente également des risques, car ils peuvent facilement échapper aux autorités et ne disposent pas de contrôles appropriés sur l'origine des fonds échangés au sein de leurs établissements.

La Côte d'Ivoire a connu une croissance économique robuste grâce à des réformes favorables aux entreprises, à des investissements privés importants et à des secteurs tels que l'agriculture, l'agro-industrie, l'exploitation minière, l'industrie manufacturière, le logement et les services. Cependant,

certains défis persistent dans le cadre réglementaire. Le droit de propriété et les contrats sont appliqués, mais les difficultés liées aux lois complexes qui régissent le régime foncier rural font qu'il y a un nombre limité de titres fonciers clairs. La protection des droits de propriété intellectuelle est également insuffisante. Face à la pression exercée par les organisations internationales pour qu'il adopte des réformes, le gouvernement s'est efforcé de promouvoir la transparence et la concurrence.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Bien que les forces de l'ordre et les magistrats aient été formés, les performances du gouvernement restent insuffisantes dans certains domaines. En particulier, les forces de l'ordre ne disposent pas de la formation et des ressources nécessaires pour enquêter sur les cas de traite et identifier les victimes de manière efficace. Il n'y a pas assez de refuges et de services pour les victimes adultes, ce qui en expose beaucoup à une nouvelle victimisation et incite le gouvernement à orienter les victimes adultes vers des refuges gérés par des ONG, tandis que les enfants victimes sont orientés vers des refuges gérés à la fois par le gouvernement et par des ONG. Le gouvernement fournit également des soins médicaux et un soutien psychosocial limités aux victimes de la traite, mais l'assistance légale et judiciaire est généralement insuffisante.

Des efforts sont en cours pour prévenir la criminalité organisée dans le pays, notamment en formant les forces de l'ordre et en améliorant la gestion des frontières. Le gouvernement a modestement augmenté ses efforts de prévention du trafic, y compris avec la mise en œuvre récente d'un plan d'action national de quatre ans, avec l'aide de donateurs étrangers. D'autres formes de prévention soutenues par des partenaires internationaux concernent le trafic d'enfants, les stupéfiants et la pêche. Le gouvernement a supprimé les frais de scolarité et augmenté le nombre d'inspecteurs du travail, pour lutter spécifiquement contre le trafic d'enfants.

Les conflits civils et la répression politique passés ont affaibli le secteur de la société civile. Les acteurs de la société civile qui prônent le changement ont historiquement été confrontés à une forte répression de la part des forces politiques, ce qui a créé un environnement polarisé dans lequel participer à des débats est considéré comme une forme de protestation. Sous l'administration actuelle, la société civile est souvent cooptée ou réprimée si elle est perçue comme une menace pour le pouvoir politique. Si la situation des journalistes s'est améliorée ces dernières années, sans condamnation et avec une plus grande liberté d'expression, des problèmes persistent. L'autocensure est courante et certains débats politiques, notamment ceux qui remettent en cause la légitimité du troisième mandat du président, peuvent encore donner lieu à des actes de harcèlement. Les journalistes sont victimes d'agressions verbales et physiques par des assaillants inconnus, des

activistes de partis politiques et des membres des forces de l'ordre. Les journalistes d'investigation sont la cible d'intimidations et d'arrestations arbitraires et les salles de rédaction font l'objet d'attaques.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.